



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/1995/82
8 juin 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session de fond de 1995
Genève, 26 juin-28 juillet 1995
Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

**QUESTIONS RELATIVES À L'ÉCONOMIE ET À L'ENVIRONNEMENT : RAPPORTS DES ORGANES
SUBSIDIAIRES, CONFÉRENCES ET QUESTIONS CONNEXES**

Méthodes de travail du Comité de la planification du développement

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u>	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	1	3
I. LE COMITÉ ET SON MANDAT	2 - 5	3
II. LE CONTENU THÉMATIQUE DES RAPPORTS DU COMITÉ ET SON ADÉQUATION AUX PRÉOCCUPATIONS DES ORGANISMES INTERGOUVERNEMENTAUX	6 - 9	4
III. RÔLE DU COMITÉ DANS LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES ET AUPRÈS DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES	10 - 13	5
IV. QUALITÉ DES RÉSULTATS	14 - 16	6
V. DIFFUSION	17	6
VI. ORGANISATION DES TRAVAUX	18 - 19	7
A. Choix des sujets de réflexion	18	7
B. Sessions plénières et groupes de travail	19	7

* E/1995/100

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Pages</u>
<u>Annexes</u>	
Annexe I. CONTENU THÉMATIQUE DES RAPPORTS DU COMITÉ DE LA PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT	8
Annexe II. QUESTIONS TRAITÉES DE FAÇON APPROFONDIE DANS LES RAPPORTS DU COMITÉ DE LA PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT	11
Annexe III. COTES DES RAPPORTS ET DATES DES SESSIONS ORDINAIRES DU COMITÉ	13

/...

I. INTRODUCTION

1. À sa session d'organisation pour 1995, (7-10 février 1995), le Conseil économique et social a décidé notamment de prier le Secrétaire général de présenter un rapport complet à la session de fond de 1995 afin de permettre au Conseil d'examiner les méthodes de travail du Comité de la planification du développement, conformément aux dispositions de la résolution 48/162 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1993. Le présent rapport, élaboré en réponse à cette décision, tente de prendre en compte la restructuration du Conseil économique et social ainsi que les réflexions formulées au sujet des travaux du Comité lors de ses propres auto-évaluations en 1987 ^{1/} et en 1990. ^{2/}

I. LE COMITÉ ET SON MANDAT

2. Le Comité de la planification du développement a été créé par le Conseil afin de fournir des avis consultatifs indépendants sur les tendances et les projections en matière de développement, notamment les techniques de planification et les stratégies de développement, et sur les activités des institutions spécialisées des Nations Unies dans ces domaines, afin de proposer des mesures visant à les améliorer. Dans la résolution 1079 (XXXIX) du 28 juillet 1965, le Conseil avait également invité le Comité à « formuler toutes suggestions qu'il estimerait utiles sur le contenu de son mandat ».

3. À ses première et deuxième sessions, le Comité a précisé la nature de son mandat, soulignant la nécessité de prêter attention à l'élaboration et à l'application de politiques efficaces. Dans ses premières années, le Comité a accordé une attention considérable aux problèmes de planification, en particulier à ceux liés à l'exécution des plans aux échelons national et régional. Dans ce contexte, le Comité s'est occupé d'une large gamme de problèmes de politique générale.

4. Le Comité a modifié l'orientation de ses travaux en fonction de l'évolution de la situation économique mondiale et des modalités de la coopération économique internationale. Ainsi, dans les années '70, le Comité a consacré beaucoup de temps à la formulation de stratégies internationales du développement, ainsi qu'à leur révision et évaluation. Des demandes spécifiques du Conseil économique et social, ayant essentiellement trait à l'identification des pays en développement les moins avancés, ont également eu pour effet d'élargir son mandat. Le mandat actuel ne limite guère la latitude du Comité de formuler comme il l'entend son programme de travail.

5. Les membres du Comité sont nommés par le Conseil sur proposition du Secrétaire général. Les candidats sont choisis de manière à garantir un niveau élevé d'expérience pratique et académique quant à l'élaboration et à l'exécution de politiques de développement, ainsi qu'une représentation géographique et sexuelle équilibrée. Certains membres du Comité proviennent des milieux universitaires, d'autres sont des responsables officiels de haut niveau, notamment d'anciens ministres du développement, ou des ministres en exercice, des directeurs de banque centrale, d'instituts de recherches, etc. Jusqu'ici, la plupart des membres du Comité ont été des économistes, mais certains représentaient d'autres disciplines comme la sociologie, les sciences politiques et le droit. En un même temps, on a veillé à assurer la représentation, dans

/...

l'expertise collective du Comité, d'un large éventail d'intérêts spécialisés, par exemple la valorisation des ressources humaines, l'économie de l'environnement, la macroéconomie, le commerce international, les finances internationales et les cadres juridiques.

II. LE CONTENU THÉMATIQUE DES RAPPORTS DU COMITÉ ET SON ADÉQUATION AUX PRÉOCCUPATIONS DES ORGANISMES INTERGOUVERNEMENTAUX

6. Le contenu thématique des rapports du Comité a varié considérablement au cours des années en fonction de l'importance relative changeante des questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil et de l'Assemblée générale, des changements intervenus dans la composition du Comité et de l'évolution des intérêts de ses membres, ainsi que de la grande latitude que le mandat confère au Comité quant au choix de ses sujets de réflexion. On trouvera à l'annexe I, à titre d'illustration, une liste (incomplète) de questions concernant la formulation et la mise en oeuvre de stratégies de développement aux échelons national et international. On y a tenté d'identifier les contributions que les rapports du Comité ont apporté à l'égard de ces divers thèmes et d'indiquer si le Comité a traité les sujets en question comme thème mineur ou majeur de ses rapports. L'annexe II énumère un certain nombre de questions qui ont été traitées de façon particulièrement approfondie dans les rapports du Comité.

7. Le Comité a modifié l'orientation de ses travaux en fonction de l'évolution de la situation économique mondiale et des modalités de la coopération économique internationale. Ainsi, pendant les dix premières années, les questions ont été essentiellement traitées dans une perspective nationale ou régionale. Mais dans les années 70, le Comité a consacré une attention croissante à la formulation de stratégies internationales du développement, ainsi qu'à leur révision et évaluation. Il a également répondu à des demandes spécifiques du Conseil, ayant essentiellement trait à l'identification des pays en développement les moins avancés. À partir du rapport de sa vingt-quatrième session, le Comité a donné une importance nouvelle à l'examen des questions dans une perspective nationale ou régionale. À noter cependant que ces sujets n'ont pas été traités de façon systématique et complète. Ce n'est qu'à partir de la vingtième session, en 1984, que l'on trouve dans les rapports du Comité une section consacrée aux perspectives économiques mondiales et à leurs incidences sur les politiques générales.

8. On estime que les réflexions du Comité sur la formulation de stratégies internationales du développement ont été très utiles au Conseil et à l'Assemblée générale, de même que ses travaux sur l'identification des pays en développement les moins avancés. Les rapports du Comité sont uniformément d'excellente qualité, mais certains – surtout ceux des huitième, dixième, douzième et vingt-quatrième sessions, traitant respectivement de la pauvreté et du chômage de masse, de l'industrialisation, des régions en dépression dans le monde et de la mise en valeur des ressources humaines – ont été particulièrement utiles aux délibérations des organismes intergouvernementaux. Les deux premiers rapports mentionnés ci-dessus ont contribué aux processus intergouvernementaux de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) respectivement, ainsi qu'à ceux du Conseil. Le troisième rapport mentionné ci-dessus concernait l'examen et

/...

l'évaluation de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (années 70), qui était le principal domaine de concentration du Conseil. Le quatrième rapport est directement à l'origine du rôle majeur qui a été conféré à la valorisation des ressources humaines dans la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie (années 90) et il a contribué au recentrage du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

9. Le Comité a contribué à l'élaboration et à la diffusion d'un certain nombre d'éléments conceptuels dans le domaine de la planification et des politiques du développement. C'est ainsi que le Comité a élaboré une approche globale du développement, à laquelle se sont progressivement intégrés des facteurs sociaux, économique et écologiques; il a créé la catégorie des pays les moins avancés; il a établi une relation étroite entre les plans de développement et les politiques effectives pour leur mise en oeuvre; et il a démontré l'utilité des projections mondiales comme contexte de la coopération économique internationale.

III. RÔLE DU COMITÉ DANS LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES ET AUPRÈS DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

10. Du fait de son indépendance, le Comité de la planification du développement est particulièrement bien placé pour faire part à la communauté internationale de ses vues et recommandations sur des questions critiques en matière de développement. Son action serait cependant beaucoup plus efficace s'il était possible de resserrer ses relations avec les mécanismes intergouvernementaux du Conseil et de l'Assemblée générale. Le Comité pourrait aussi devenir l'un des principaux instruments que le Secrétaire général pourrait consulter. De même, les bureaux et les commissions techniques du Conseil, ainsi que la Deuxième et la Troisième Commissions de l'Assemblée générale, pourraient identifier, dans leurs programmes de travail, certaines questions à l'égard desquelles il serait particulièrement important de consulter le Comité. Fonctionnant sur le modèle des conseils consultatifs nationaux en matière d'économie et de développement, le Comité serait alors en mesure de rédiger ses avis et recommandations de façon à répondre aux préoccupations prioritaires de l'Organisation. Pour contribuer opportunément aux délibérations des commissions techniques du Conseil, les groupes de travail créés par le Comité de la planification du développement pourraient présenter des rapports directement aux organes compétents, sous la responsabilité des experts concernés. Le Comité examinerait chaque rapport en séance plénière et l'adopterait, après l'avoir modifié le cas échéant, comme cela a été la pratique jusqu'ici.

11. Si cette recommandation doit être suivie dans ses grandes lignes, il est cependant de la plus haute importance de ne pas compromettre l'indépendance des membres du Comité. Un recours plus effectif au Comité de la planification du développement devrait permettre de réduire mais non d'éliminer la nécessité de convoquer des groupes spéciaux d'experts chargés de conseiller le Secrétaire général sur des questions précises.

12. Étant donné que le Comité a souvent estimé utile, pour présenter son rapport, que son président puisse prendre la parole à la session de fond du Conseil, il accueillera sans doute favorablement la récente décision du Conseil

/...

tendant à instaurer cette procédure à partir de 1996. Cette pratique pourrait aussi être suivie par d'autres organes intergouvernementaux lorsque les travaux du Comité les concernent. Des échanges de vues officiels entre les membres du Comité et ceux du Conseil ou d'autres organes permettraient d'améliorer l'efficacité de cette pratique.

13. Plusieurs possibilités peuvent être envisagées dans ce contexte. Si le Conseil juge utile que le Comité continue de réaliser une évaluation annuelle portant sur l'évolution récente et les tendances projetées de l'économie mondiale et sur leurs répercussions sur les politiques générales, on pourrait inviter le président du Comité à participer aux dialogues de politique générale lors du débat de haut niveau. Cela s'est déjà produit en 1992 à titre exceptionnel et expérimental. Si le Comité a traité d'une question intéressant les délibérations du Conseil au titre des débats sur la coordination ou sur les activités opérationnelles, le président du Comité ou tout autre membre désigné par lui pourrait être invité à prendre la parole au Conseil lors de l'examen de la question. Enfin, le président pourrait être invité à présenter le rapport du Comité pendant le débat général.

IV. QUALITÉ DES RÉSULTATS

14. Les thèmes que le Comité doit aborder, ainsi que leur analyse et les recommandations de politique générale s'y rapportant, devraient être choisis de manière à servir de catalyseur pour la réflexion dans ces domaines de tous ceux qui s'occupent des problèmes de développement. Ces questions pourraient concerner des sujets nouveaux ou des domaines négligés qui présentent une importance pour le développement.

15. Pour que le Comité puisse se consacrer entièrement à sa tâche, les études concernant les sujets retenus devront être préparées, soit par des experts extérieurs soit par le Secrétariat, afin d'être soumises à l'examen des groupes de travail du Comité ou du Comité lui-même. Les délibérations du Comité et de ses groupes de travail à l'égard des sujets retenus pourraient être facilitées en établissant des relations avec les instituts de recherche compétents, à l'intérieur comme à l'extérieur du système des Nations Unies.

16. Le Comité de la planification du développement ne devrait cependant pas marcher sur les brisées diverses organisations internationales, y compris l'Organisation des Nations Unies elle-même, surtout lorsqu'il faut mener des recherches approfondies. Étant donné que le Comité de la planification du développement et ses groupes de travail ne disposent que d'un temps restreint pour se réunir, ils devraient en général se concentrer sur des questions et des problèmes dont la solution est largement tributaire de la somme de connaissances et d'expérience de leurs membres.

V. DIFFUSION

17. Les travaux du Comité pourraient être plus efficaces s'ils atteignaient un public plus nombreux. On pourrait prendre certaines mesures pour diffuser plus largement les rapports du Comité, et chercher des ressources additionnelles à cette fin. On pourrait notamment établir des contacts systématiques avec les

/...

journalistes s'occupant des questions économiques et certaines organisations non gouvernementales, utiliser les centres d'information du Département de l'information, ou organiser un cycle d'entrevues médiatiques sur des problèmes de développement liés aux travaux en cours du Comité. Le Comité pourrait envisager de demander au Secrétariat de publier les rapports de ses groupes de travail dans le cadre d'une série de publications non périodiques, de manière à atteindre un public plus large en visant des groupes distincts selon les sujets traités dans les rapports. Le Département des services d'appui et de gestion pour le développement, par l'intermédiaire de ses conseillers régionaux et interrégionaux, et le Programme des Nations Unies pour le développement, par l'intermédiaire de ses représentants résidents, pourraient aussi aider à appeler l'attention des décideurs à l'échelon national sur les travaux du Comité.

VI. ORGANISATION DES TRAVAUX

A. Choix des sujets de réflexion

18. Sans compromettre l'indépendance du Comité, il faut envisager des moyens permettant de garantir que les sujets choisis par le Comité correspondent aux thèmes des délibérations du Conseil ou de ses commissions techniques. Cela serait plus facile si le Conseil encourageait l'adoption de programmes de travail pluriannuels pour chacune de ses commissions techniques et décidait au moins un an à l'avance des questions qu'il se propose de traiter dans le cadre de chacun de ses débats.

B. Sessions plénières et groupes de travail

19. Le Comité de la planification du développement se réunit une fois par an pendant une semaine, généralement à New York vers la mi-avril. Sa session est précédée des réunions annuelles de ses trois groupes de travail, qui se tiennent habituellement à New York ou à Genève, à l'automne ou en hiver. Chaque groupe de travail est formé de cinq à huit experts, membres du Comité ou cooptés par lui, qui se réunissent pendant trois à cinq jours afin d'étudier des sujets précis. Le Comité a apporté diverses modifications au calendrier de ses réunions : raccourcissement de la durée des sessions plénières; réduction du traitement des documents, notamment les documents de séance; et service à titre officieux d'un plus grand nombre de réunions de groupes de travail, généralement sans interprétation simultanée. Le Comité estime que la plupart de ces modifications ont amélioré le rendement et le bilan coût-efficacité de ses travaux. Le calendrier des réunions permet d'examiner les rapports du Comité aux sessions de fond du Conseil dans le cadre du débat général sur la politique économique et sociale internationale.

Notes

1/ E/1987/23, par. 77 à 83.

2/ E/1990/27, par. 146 à 158.

/...

Annexe I

CONTENU THÉMATIQUE DES RAPPORTS DU COMITÉ DE LA PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT

Session pour laquelle
le rapport a été élaboré

Questions traitées comme :
thème thème
mineur majeur

- | | | | |
|-------|---|------------|----------------|
| 1. | Stratégies de développement dans une perspective nationale ou régionale | | |
| 1.1 | Planification économique | | |
| 1.1.1 | Observations générales | 2 | 23 |
| 1.1.2 | Pratiques et problèmes régionaux | 2, 3, 5, 7 | |
| 1.2 | Stratégies et politiques sectorielles de développement | | |
| 1.2.1 | Industrie | 7, 10 | 11, 13, 15, 16 |
| 1.2.2 | Agriculture et alimentation | 2, 5 | 11, 13, 15, 16 |
| 1.2.3 | Énergie | | 11, 15, 16 |
| 1.2.4 | Environnement | 25 | 15 |
| 1.2.5 | Infrastructure physique | | 12 |
| 1.3 | Ressources humaines et aspects sociaux | | |
| 1.3.1 | Santé et éducation (valorisation des ressources humaines) | 24 | 15, 16, 23 |
| 1.3.2 | Pauvreté et répartition du revenu | 8, 12, 24 | 7, 25 |
| 1.3.3 | Femmes | | 13, 24 |
| 1.3.4 | Population | | 13, 16 |
| 1.4 | Mobilisation de ressources intérieures | | |
| 1.4.1 | Finances publiques | 5, 26 | 23 |
| 1.4.2 | Marchés nationaux des capitaux | | |
| 1.4.3 | Marchés de l'entrepreneuriat | | 23 |
| 1.4.4 | Inflation | | |

/...

Questions traitées comme :
thème thème
mineur maieur

1.5	Politiques nationales vis-à-vis du système commercial et financier international		
1.5.1	Commerce international	25, 36	23
1.5.2	Investissement étranger direct		27
1.5.3	Gestion de la dette nationale		27
1.5.4	Transfert de technologies		15, 16
1.5.5	Réformes économiques dans les pays en développement	28	
1.6	Coopération économique entre pays en développement	14, 17	3, 5, 19
2.	Coopération économique internationale pour le développement	19, 20, 21, 28	
2.1	Rôle des Nations Unies dans le cadre de la coopération économique internationale		28
2.2	Stratégie internationale de développement		
2.2.1	Formulation	4, 6, 16, 25	2, 3, 14, 15
2.2.2	Examen et évaluation	9, 12, 13	7, 8
2.2.3	Méthodes de projection des institutions des Nations Unies		14, 24
2.3	Système commercial international	21	23
2.3.1	Système commercial multilatéral (GATT)	25	11
2.3.2	Protectionnisme	26	11
2.3.3	Produits de base		
2.4	Système monétaire et financier international	21	
2.4.1	Balance des paiements et ajustement (FMI)	16, 18	
2.4.2	Liquidité internationale	12	
2.4.3	Gestion de la demande mondiale	10, 17, 18 19, 22, 25	20, 23

/...

		Questions traitées comme :	
		thème	thème
		<u>mineur</u>	<u>majeur</u>
2.5	Finances et développement		
2.5.1	Financements officiels	22, 27	11, 12, 16 18, 20, 21
2.5.2	Désarmement et financement du développement		16, 19
2.5.3	Marchés internationaux des capitaux et problèmes d'endettement extérieur	20, 21, 22 24, 25, 27	12, 19
2.6	Mesures spéciales pour certains groupes de pays		
2.6.1	Pays les moins avancés (y compris critères)	7, 20, 27	15
2.6.2	Afrique sub-saharienne	20, 21	12
2.7	Coopération technique pour le développement	28	
3.	Conséquences des tendances nouvelles pour les perspectives des pays en développement		
3.1	Perspectives économiques mondiales sans changement de politiques	10, 17, 20, 21 22, 23, 24, 25 26, 27, 28, 29	
3.2	Réforme politique et économique dans les pays socialistes	27	
3.3	Intégration économique entre pays développés à économie de marché	26	
3.4	Environnement mondial et ressources naturelles		25
4.	Couplages entre certains secteurs et questions		
4.1	Agriculture, industrie, population	13	
4.2	Agriculture, industrie, commerce des produits de base, transferts de ressources		11
4.3	Environnement, développement, pauvreté	28	
4.4	Croissance démographique et migrations dans leurs rapports avec les ressources naturelles, l'environnement et le développement	28	

/...

Annexe II

QUESTIONS TRAITÉES DE FAÇON APPROFONDIE DANS LES RAPPORTS
DU COMITÉ DE LA PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT

	<u>Session</u>
Élaboration et exécution des plans en Amérique latine	Deuxième
Élaboration et exécution des plans en Afrique	Troisième
Élaboration et exécution des plans dans la région de la CEAO	Cinquième
Caractéristiques et identification des pays en développement les moins avancés	Septième
Planification à long terme : l'expérience européenne	Septième
Pauvreté et chômage de masse	Huitième
Industrialisation des pays en développement	Dixième
Régions en dépression dans le monde	Douzième
Transfert de ressources aux pays en développement	Onzième
Coopération économique entre pays en développement	Quatorzième
Coopération économique entre pays en développement	Dix-septième
Redressement de l'économie mondiale et coopération monétaire et financière internationale	Dix-huitième
Coopération économique internationale	Dix-neuvième
Abattre les barrières au développement	Vingtième
Défi au multilatéralisme	Vingt-et-unième
Doubler le financement du développement	Vingt-deuxième
Valorisation des ressources humaines	Vingt-quatrième
Dette extérieure, financement du développement et gestion macroéconomique mondiale	Vingt-cinquième
L'eau, ressource fondamentale	Vingt-cinquième
Les nouveaux blocs économiques	Vingt-sixième

/...

Politiques nationales de finances publiques	Vingt-sixième
Les réformes en Europe orientale et en URSS et leurs répercussions sur les pays en développement	Vingt-septième
Critères pour l'identification des pays en développement les moins avancés	Vingt-septième
Environnement, développement et pauvreté	Vingt-huitième
Réformes économiques dans les pays en développement	Vingt-huitième
Croissance démographique et migrations dans leurs rapports avec les ressources naturelles	Vingt-neuvième
Coopération technique pour le développement	Vingt-neuvième

Annexe III

COTES DES RAPPORTS ET DATES DES SESSIONS ORDINAIRES DU COMITÉ

<u>Session</u>	<u>Cote du rapport</u>	<u>Dates des sessions</u>
Première	E/4207/Rev.1	2-11 mai 1966
Deuxième	E/4306	10-20 avril 1967
Troisième	E/4515	29 avril-10 mai 1968
Quatrième et cinquième	E/4682	17-21 mars 1969
Sixième	E/4776	5-15 janvier 1970
Septième	E/4990	22 mars-1 ^{er} avril 1971
Huitième	E/5126	10-20 avril 1972
Neuvième	E/5293	2-12 avril 1973
Dixième	E/5478	25 mars-3 avril 1974
Onzième	E/5671	7-16 avril 1975
Douzième	E/5793	29 mars-7 avril 1976
Treizième	E/5939	11-21 avril 1977
Quatorzième	E/1978/46	6-16 mars 1978
Quinzième	E/1979/37	26 mars-5 avril 1979
Seizième	E/1980/3	7-16 janvier 1980
Dis-septième	E/1981/27	23 mars-1 ^{er} avril 1981
Dix-huitième	E/1982/15	19-28 avril 1982
Dix-neuvième	E/1983/16	18-27 avril 1983
Vingtième	E/1984/17	17-21 mai 1984
Vingt-et-unième et reprise de la vingt-et-unième	E/1985/29	19-21 novembre 1984 et 20-23 avril 1985
Vingt-deuxième	E/1986/26	19-22 mars 1986
Vingt-troisième	E/1987/23	21-24 avril 1987
Vingt-quatrième	E/1988/16	12-15 avril 1988
Vingt-cinquième	E/1989/29	9-12 mai 1989
Vingt-sixième	E/1990/27	30 avril-4 mai 1990
Vingt-septième	E/1991/32	22-26 avril 1991
Vingt-huitième	E/1992/27	18-22 avril 1992
Vingt-neuvième	E/1994/22	12-14 janvier 1994

Note : Le premier rapport publié pour être mis en vente fut celui de la sixième session. Par la suite, les rapports de la huitième à la vingt-huitième session (1972-1992) ont également été mis en vente.
